

## Le marché du logement locatif: causes et effets du récent resserrement

#### INTRODUCTION

Depuis quelques années le marche du logement locatif de la region de Montreal s'est resserre au point où le taux d'inoccupation en 2001 ne correspond plus qu'à 0,6 % du parc locatif. Or, dix ans plus tôt, ce taux était à 7,7%. Que s'est-il passe durant cette décennie pour expliquer une telle situation? Une étude réalisée à la demande de la Société d'habitation du Quebec (SHQ) portant sur l'évolution des composantes du taux d'inoccupation, de même que celle des mises en chantier et des prix des loyers, permet de mieux comprendre les phenomenes en cause.

Par ailleurs, comme ces phénomènes sont susceptibles de varier selon les régions et même à l'intérieur des grandes agglomérations, l'étude a porté sur l'évolution des mêmes variables dans les zones de la région metropolitaine. L'étude s'est penchée aussi sur la situation de deux autres grands centres urbains, ceux de Quebec et d'Ottawa-Gatineau, ainsi que sur l'évolution de la situation dans deux agglomérations regionales de taille moyenne. Sherbrooke et Trois-Rivières. L'évolution de la situation des régions urbaines de Toronto et de Vancouver a également été analysée à titre de comparaison. De cet ensemble d'analyses se dégage un portrait des causes profondes du resserrement du marche du logement locatif au Québec de 1990 à 2002. Enfin, l'étude s'est intéressée aussi aux effets de ce resserrement sur le comportement général du marche du logement locatif, de même que sur celui de ses principaux acteurs.

#### L'ÉVOLUTION DU MARCHE LOCATIF

À la sortie de la forre recession su debut des années 1980, la Physicars raisons expliquent cette soudaine croissance, dont la fin de la récession et une plus grande propension des habit que l'immobilier semble devenir plus interessant comme touche autant les maisons de propriétaires occupants que les logements visant le marche de la location.

#### La region de Montréal

#### Diminution draconienne du taux d'inoccupation

Cette eronssance a fait qu'au debut des années 1990 la région de 1992. le taux d'inocrupation moyen dans les immeubles locatils d'initiative privée de trois logements et plus de la region de Montreal etait de 7.7 %. À partir du sommet de 1992, le taux a pres de 6 %. Par contre, à partir de 1998, le taux d'inocyapa-

#### Forte croissance du nombre

#### de nouveaux menages locataires

vivant dans un menw logement, on peut estimer l'evolution ammelle du nombre de menages locataires à partir de l'évolumenages locataires par an. Ainsi, de 1990 s 1997, le nombre de 1997 à 1998, ce nombre passe soudainement à 11 599,

#### L'habitet on bret

observer entry 1090 or 1995. de logements la atila mancopés

La diminution subite du nombre de logements locatifs inoccupés est attribuable à une croissance tout à fait soudaine du nombre de nouveaux ménages locataires

attribues à leur demolition, ou encore à leur conversion en coproprieté mus livre a une crossance tout à fait soudanne du

#### Evolution du cout des loyers moyens

Pendant setre persoly, qu'en est il de l'evolution des layers / En 1905, on decod payer on moreover 50% years an logement de deux chambres dans la region de Minitival. Six uns plus raid. en 2001, pour le même legement, un parait 547 8, unit une airememanan annuelle de 1.3%. Les autres tailles de logements mit subti des bansses tont à fait semblables sur l'ensemble de la periode à l'exception des studies deut la finces manufic

Llans l'ensemble, la caretr relative de logements, même depuis des lovers. Les trois raisons invoquers dans à cuale pour expli-Régie du logement, la capacité réelle de payer des locataires (demande effective) et le fait que le resservement soit récent

#### Ralentissement de la construction de logements locatifs prives

Peut-on expliquer la penirrie de logements locarifs par un ralen tissement de la construction de se type de logements ? En 1990, chantier de construction residentielle (toutes destinations de representant 32.6 % de ce total. A partir de ceste date le nombre total de mises en chantier diminar constampant maqu'accreux de 1995 (7468 unitex), de plus, le locatif ne représente plant alors que 10,2 % de es nombre. Ce circux passe, le nombre total de mises en chantier remonte lentement pour atteindre

Durant cette dermere période, la mise en chantier de logaments locatifs suit a peu pres la même tendance, en 2001, elle represente 12.5 % alu total des mises en chantier, tandis que la part de la supropriété s'accroît de façan marquée pour assenulre situation dans la mesure ou, poor la plus grande partie de cetta periode (jusqu'en 1999), le taux d'inoccupation a toujours efe superiour a 3 %, co qui représentant entre 12 000 et 45 000

#### Les autres régions étudiées

out ostanu une resolution tout à fait semblable à celle de Montre il. a quelques détaits près saix d'inoccupation deve jusqu'en trinicomme à Montreal, à l'arrivée d'un nombre nettement plus important de nonveaux menages en 1998 que ilmant la periode de 1990 à 1997. Ce resservement, du mandié, comme dans le castheres. Cos hauses demonent as revent the tare d'inflation et

TAUE D'INOCCUPATION' ET NOMBRE DE NOUVEAUE MENAGES

Annelism	LOGATOP MODRATOP	LOGGMENT'S BHDCOUPES MESSANS	D'HOCCUPATION %	MOUVEAUE MEMORES AMERICAN PERSONS PAR
1995	453 779	27.616	6.5	
1996	433,7%	15.610		
1997	AS3 916	26 660	5.8	
1998	460 56k	21.011	47	
1999	460 913	13 800		8.196
2000	161 366	6.082		7.284
2001	467 629	2.9%		

# LOYER MOYEN DES LOGEMENTS DES IMMEUBLES D'INITIATIVE PRIVÉE DE SIX LOGEMENTS ET PLUS SELON LE NOMBRE DE CHAMBRES, RIMR DE MONTRÉAL, 1885, 1898, 1996-2001.

Asserte	STUDIO	1 01444000	E CHAMBRES	3 CHAMBRES
1995	275	349	309	425
1902	348	443	499	583
1995	3/9	447	tops	602
1996	159	450	304	594
1997	360	448	903	
1998	368	454		594
1999		470		815
2000	194	477	827	100
2001	405	497	547.	1.01
CHOMBANC	AMMURLL	1 %		
1998-8991	2,4	1,8	1,3	1,4
1006-1000	1.6	1.5	0,8	0,6
1900-2001	3.9	2.6	2.5	3.4

toratify, availed 2002, and reservable Par control for dense higher marginum regionsales selections. Trans Receives at Shechmida management of grandes difference par regional acestic evolution. It

tima d'inoccupation y est demenir auréeoun de 3 % durant toute la période, à la seule exception de Sherbrooke en 1961, our d'est de 2.3 %. Eur außeure, los luvres ont relativement peu impriente, apaint à la constituction de lagraneure locatie, ville a montre plus de cipacio a s'hirtrooka, qu'à Trans-Riverres.

Hurs Quebec, les willes d'Ottown, de Toronte et, a certaine egatie de Valeouver presentent une evolution nove, différente les taux d'unscaupation, districe robbes en debut de periade, se sontrate marcia en dece de 3 %, sont pendiant deux on trois dunées à Ottown on de se atment press de 4 %. La prev des bosch est menta plus chert dans vertous régions et les basests est mentant la mêm periade, sont intrement plus fairles que refles qui sont observers au Quebec, mi me dans le région de Cortan au Pourtain. In constitut tout de foguments bocatifs y a fine commande une dans les seglementations du Destain.

### LES EFFETS DU RESSERREMENT

Le Quelve commissait, dipuis plusicars amices, una amanton su l'adite de l'assemente locatife etait relativament absorbant. On la tendance du marche vient de basculer, possant à uses pluse de pomitir dans les grands centres urbains. Un rel changement, dans quelque marche que se use, entrains des modifications de comportenim des acusus. Dans un marche discondance, les consonimations profitent de bois prix, de rabain et de bismes conditions. Par courre, dans un marche de périurie, et sont les officaits qui sunt les meurs placies pour dicter leurs conditions, pour en donner le sancie possible de pour tenter de pour en donner le sancie possible de pour tenter de pour en donner le sancie possible de sont tenter de sancie cos chargements de comportement, l'évide à utilisé

#### Les petites annonces dans La Presse

Un des niceauismes riaditionnels de mise in marche des logiments locatifs au Quebe est l'utilization des pritres annomies dons les journaix. L'étade à compart les pritiss annomies d'une periode d'abendance relative de logiments (1985) et pendant une periode de penutie relative (2002) à deux moments de l'anne, cu mars et u join, dans le son nal La Privie. Per capport à mars 1993, le nombre de logiments annomées est juive de l'702 à 332 en mars 2002, le loyer morni des logiments outonices en mars 2002, le loyer morni des logiments entreviens cources par la SCIR, dans qu'il rait inférieur à vie moyenties en reures par la SCIR, dans qu'il rait inférieur à vie moyenties en 1993. Les divers modes de promotion (logiment shanfir, un nous gratour) us sont plus mentionnes taisdis que des formes indirectes de dos rimination appeataissent. Per conter, un mois de toin, mime en periode de péquire, les comporte-

Même si Ottawa, Toronto et Vancouver ont connu des hausses de loyers nettement plus fortes que cettes observées ici, la construction de logements locatifs, y est demeurée plus stagnante qu'au Québec. ments unit mains differents. Birn que les conte des loyers restroi plus éleves que les novemes abservées par la SCHL, les modes de promotion reapparaissent et les formes

indirectes de discrimination disparassiçat. Il se pourran stoisqu'en sino la crauré de ne pas avon de locataire le 1º millet modifie l'attitude des proportaires.

#### Les causes portées devant la Régie du logement

L'analyse des extriques de causes pertres devant la Regle de logement unit por les propriétaires que les locataires, dans la région de Montreal, montre bien que, tout en respectant la let, les principious actieurs du marche ont modefre leur anisportement. Certaires propriétaires, par les dispositions sur les represes de logements et les resiliations de baire, windient plus times de recupérir leurs logements et d'évinier de la sontles locataires qu'ils considérent indéstrables. En outre, les propriétaires proposein probablement de plus fortes faireses de logers. L'evolution des demandes de l'institui par les propriétaires va et et seus et la orgociation entre les parries remisti de mons en mont à régler les litèges. Enfin, l'examin de l'évolution des causes intraduires par des locataires laisse entrevuir que les propriétaires beneffsjeint de leur position de foire.

#### Les autres sources d'information

Des autres sources d'information consultées, il ressort que la plupart des plaintes portées par les locataires conterment des torans aous traditionnelles de discrimination ou de barcéloment, mais de morreilles formis apparatissent egalement. La Commission des disorts de la personne et des droits de la numesso sentigiaux, en mai 2002, la hausse de plus de 61 % des plaintes de cotte maiure en deux ms. La Commission tridiquair comme factiurs importants de discrimination ou de harcélement les conditions comomiques et sociales du menage et la message de ordants.

#### CONCLUSION

L'insulyse de l'evaluation des toux d'inoccupation des logements louraits, du coût des loyers et des mises en chantier dans les principeux centres urbains du Quiches, pour la persode de 1990 a 2801 montre que le desceptibler actuel de ce marché est dû, en grande partie, a une serie d'éléments compuscturies qui ont fair clinter très rapidament les taux d'inoccupation, de pres de 6 seu 1997 a moins de 1 % en 2001. La componitaire économique foverable au course de la seconde moine des aumess 1990 et le outre et démographique particulier, qui a amene sur le marché du travait et sur le marché du logement locasif air grand nombre de jeunes (l'évêu des doubs besonve), out l'argement contribute à sééer cette situation. Cela expliquerant également la bausse misureudle de nouveaux merages besaturs à partir de 1998.

#### L'habitat en bref

Partial aussi, les mises un chantier de logements bacatifs comme d'adleurs les inises en chantier pour d'ancres modes d'occupation, ont cliuse de facun marques entre 1990 et 1998 Coci n'est pas abonnant, dans la presure ou, jusqu'en 1997, les taux d'inoccupation sont demonés très élevés. Pour la région de Montréal, et de façon proportionnelle pour les autres régions, ce sont plus de 20 000 logements disponibles qui, annuellement, ne trouvaient pas preneurs. Une telle situation ne constitue certainement pas un incitatif à construire de nouveaux logements locatifs. Par ailleurs, même pendant la période de resserrement du marché (1998-2001), les augmentations de loyers au Quebec ont à peu près suivi le taux d'inflation. Comparativement a ce qui s'est pass) a Ottawa et à Toronto durant la ruème periode, les augmentations sont plutôt taibles. On peut considérer que le trein à des hausses plus élevées est astribuable au contrôle exercé par la Régie du logement, mais il faut cerrainement considerer aussi la capacité de payer des locatures, c'est-a-due la demande effective

Si les forts taux à moccupation semble it expliquer le bais inveau de mises en chantier de logements licarifs, les faibles taux d'inoccupation, pas plus que les tortes hausses de lowers, ne sembleut suffire à relancer la construction de logements locarifs, comme le montre l'observation des cas d'Ottawa et de Toronto. În fait, le seuit dit d'aquilibre de 3 % ne semble pas déterminer in equilibre quelconque. Au lieu de consaderer ce seuit comme un indicateur que déclencherait automatiquement les réactions des investisseres, il serait préférable de micus autre l'évolution des besons et des facteurs demographiques. Par ailleurs, compte tenu de la situation de relative pauveret de plusieurs milliers de menages locataires. l'intervention de l'État semble toujours nécessaire pour sainsfaure une partie de ces besoine.

Entin, le resserrement du marché locatif modifie le comportement des acteurs. Il donne l'eu, entre autres, à l'augmentation des formes traditionnelles et même à l'appartition de nouvelles formes de harcelement et de discrumation. De plus, il ressort de l'étude que les locataires soit places le plus souvent dans des situations ou ils craypent des representalles de la part des propriétaires. Ils s'empecheront aussi d'exercet des recours. Les organismes responsables du respect des droits doivent donc redoubler de vigilance devant certe situation.

#### PUBLICATION

THIBODEAU, Jean-Claude, Evolution du marini locatif: analyse, effets et perspectives.

Société d'habitation du Québec, septembre 2003. Réalisé dans le cadre de la programmation de recherche de la Société d'habitation du Québec, cet ouvrage est disponible au Centre

de documentation de la Société:
Succursale de Quebec
Tél.: (418) 646-7915
Succursale de Montréal
ou sur son site Internet:

www.shg.souv.gc.ca

Change DE DOSSIER (SHQ) Claude-Rodrigue DESCHÊNES, Service de la recherche et du Centre de documentation

La Société d'habitation du Quebec (SHQ) est l'organisme du gouvernement quebécots responsable des politiques et des programanes en matière d'habitation. De par sa Lo, la Societé a la responsabilité d'aviser le ministre des Affaires municipales et de la Métropole sur les besonts, les priorités et les objectifs de tous se secteurs de l'habitations aux Québec. Aux fits de son mandat, la Société exéaute ou fait exécuter des recherches, études, enquêtes ou inventaires sur les besonts et les conditions d'habitation de la pupilation et en assume la diffusion aupris de ses partenuires.

Selon la miasion qui lui est confloc, en plus de faciliter aux cincyens l'accès à un logenneir adéquat et de prunsanvoir l'amelioration de l'Abbitet, la Societé doit tavories i le developpement et la trounnaissance de savoir-faire quobscois en hubitation. Elle est arans hubilités a servir de référence et a joure un toté de catalyseur dans la recherche en hubitation au Queboc, en collaboration avec l'ensemble des intervenants du socreur.

Société d'habitation Québec sis

